

espagnole à la suite de l'embargo sur les armes décrété le 8 août par le gouvernement Léon Blum.

Le capitalisme français ne s'est pas mépris sur la signification de la politique dite « de non-intervention ». Toute la presse bourgeoise, depuis l'*Œuvre* jusqu'à l'*Action française*, en passant par le *Petit Parisien*, le *Temps* et le *Jour*, a applaudi à la décision du gouvernement français. Elle y a vu la possibilité d'écraser la Révolution...

Or, malgré la fermeture de ses frontières par les soins du Front populaire français, le prolétariat et les républicains espagnols eussent eu, au prix d'efforts héroïques, la possibilité de vaincre les généraux si, du côté de ceux-ci, la frontière eût été aussi soigneusement verrouillée. Mais il n'en fut jamais rien. Tout le monde sait l'aide constante, en matériel d'abord, en hommes ensuite, fournie au fascisme tant par l'Allemagne que par l'Italie. Au moins en ce qui concerne l'Italie, cette aide était prévue et préparée par Franco. Dès le 19 juillet, Franco correspondait avec Mussolini par messages chiffrés, et, quelques jours après, des avions de guerre italiens tombaient sur la côte algérienne. De plus, un document trouvé par les républicains au siège du parti monarchiste de la « *Renovacion española* » montre que, dès 1934, Mussolini s'engageait à appuyer tout coup d'Etat militaire par l'envoi de 20.000 fusils, 20.000 grenades à main, 200 mitrailleuses et 1.500.000 pesetas.

A partir du milieu d'août, les envois de matériel vont s'intensifier chez les rebelles et ne cesser à aucun moment jusqu'à ce jour.

Malgré cette richesse en armes de toutes sortes, malgré les aviateurs italiens ou allemands, Franco ne pourra pas prendre Madrid en novembre et décembre. La résistance républicaine est plus forte qu'il ne le pensait, et il manque d'hommes. Les premiers contingents de l'armée rebelle, hommes de troupes ou volontaires carlistes et phalangistes ont fondu comme neige au soleil. Ils seront remplacés ensuite par le tercio et les Maures, mais ceux-là se révéleront encore en nombre insuffisant. Pour remédier au manque d'hommes, l'Allemagne et l'Italie expédieront des corps entiers de mercenaires avec leurs officiers, leur matériel, leur intendance. L'Allemagne fournira surtout les troupes techniques : aviation, artillerie, chars d'assaut, génie, l'Italie plus spécialement le bétail humain, c'est-à-dire l'infanterie. C'est cette infanterie qui se fera écraser à *Guadalupe*, première victoire sérieuse des républicains espagnols. Par la suite, il faudra encadrer solidement les mercenaires italiens, sous forme de brigades mixtes italo-marocaines, telle la brigade des *flèches noires*, qui attaque aujourd'hui Bilbao.

Quel est le sens de l'intervention italo-allemande ? Il y a, semble-t-il, deux raisons à cela : D'abord, une raison politique ou idéologique : *aucun des régimes totalitaires ne peut supporter le voisinage d'un pays en révolution.*

N'oublions pas que l'Espagne est dans une situation révolutionnaire depuis 1930 et que la contagion peut s'exercer jusque dans les Etats fascistes, surtout en Italie, sa voisine méditerranéenne. De multiples preuves de sa fragilité interne nous arrivent chaque jour d'Italie, surtout depuis la guerre d'Espagne. Les fraternisations de Guadalajara ont fait plus pour désagréger le fascisme que des mois de propagande souterraine. Rappelons-nous ceci : *toute révolution victorieuse sur un point du globe se propage autour comme l'onde sur la surface de l'eau et ébranle ou risque d'ébranler les autres pays.*

Le processus est le même pour la contre-révolution ou le fascisme. C'est ce qu'a montré la victoire d'Hitler en Allemagne, suscitant en Autriche, en France et en Belgique une poussée du fascisme.

Mais il est insuffisant de ne voir dans l'agression italo-allemande qu'une guerre idéologique. Il y a là, avant tout, une guerre matérielle qui coûte cher et qui serait un acte de folie de la part des puissances fascistes si elle ne se justifiait pas par de pressants besoins impérialistes.

L'Allemagne et l'Italie ont un trait commun : ce sont deux pays sans matières premières ni capitaux qui permettraient, par leurs placements à l'étranger, de les acheter. Toute la politique extérieure de ces deux pays et le fondement économique de l'axe Berlin-Rome sont dans la conquête des sources de matières premières. De là, leurs revendications coloniales, et leur désir de reviser le traité de Versailles. Or, l'Espagne est riche en minerais de toutes sortes, productrice de liège et d'huile.

Franco sert d'intermédiaire pour asseoir la domination économique de l'Italie et de l'Allemagne sur l'Espagne. L'Italie se paie elle-même de ses fournitures de guerre en exploitant le cuivre de Rio-Tinto. Quant à l'Allemagne, elle a mis la main sur les mines du Riff, en attendant qu'elle s'empare de celles de Bilbao qui lui fourniraient du fer pour son réarmement.

Ceci suffit à expliquer la politique offensive des fascismes, autant d'ailleurs que leurs rivalités internes (entre Franco et feu le général Mola, par exemple) ; mais cette politique est singulièrement compliquée par le fait que dans leurs mains, l'Espagne franquiste peut n'être qu'une simple monnaie d'échange en vue d'un règlement économique général.

Il est évident que l'Allemagne et l'Italie menacent la puissance anglaise en Espagne comme en Méditerranée, sans parler de l'impérialisme français qui voit ses communications stratégiques avec l'Afrique coupées.

Mais il est non moins évident que l'Allemagne pousse de toutes ses forces à la conclusion d'un pacte occidental ou néo-Locarno axé sur l'entente avec l'Angleterre. De là à utiliser ses positions conquises en Espagne pour obtenir au meilleur compte ce néo-Locarno, il n'y a qu'un pas qui pourrait être plus rapidement franchi qu'on ne l'a cru tout d'abord (comme

en témoignent les voyages de von Neurath à Londres et du général Beck à Paris).

L'attitude de l'Angleterre

Au temps de la guerre d'Ethiopie, l'Angleterre s'était faite le champion de la sécurité collective et du pacte de la S. D. N. Ses intérêts dans la mer Rouge coïncidaient avec l'application du pacte à l'agression italienne. En Espagne, aujourd'hui, l'Angleterre est un adversaire déterminé de l'application du pacte aux agresseurs fascistes. Pour un raison bien simple : elle souhaite l'étranglement du peuple espagnol.

C'est ici qu'on saisit le concept de sécurité collective, entendu et appliqué par les Etats capitalistes : utilisé par eux quand il sert leurs intérêts impérialistes, rejeté quand il leur est dangereux, ce concept est une boîte vide dont le contenu se résume en deux mots : alliances économiques ou militaires.

Par crainte du socialisme, l'Angleterre souhaite dès le début la victoire de Franco. Elle l'estime possible par ses propres forces, à condition que les antifascistes ne soient pas ravitaillés.

De là le blocus de l'Espagne républicaine, sous couleur de « non-intervention ».

L'invasion germano-italienne se précisant, l'Angleterre s'inquiète de l'influence prise par les Etats fascistes dans le camp de Franco ; elle s'inquiète de leur main-mise économique et militaire sur l'Espagne et le Maroc. Aussi, d'accord avec la France, elle leur propose et fait adopter, après deux mois de palabres, le fameux « contrôle international ». Par la signature du « Gentlemen agreement » (janvier 1937), elle cherche — en vain d'ailleurs — à obtenir de l'Italie des garanties sur le régime politique et économique qu'elle veut imposer à l'Espagne fasciste. Elle envoie, quelques jours plus tard, une commission d'enquête au Maroc espagnol en prévenant l'Allemagne qu'elle n'y tolérera pas de nouvelles fortifications. Mais ces appels du pied sont sans effet, et une question se pose aux capitalistes anglais : *comment écraser la Révolution espagnole sans que l'Allemagne ni l'Italie en profite trop ?* Et les cerveaux du Foreign-Office cherchent. Une solution s'impose : lier la conclusion d'un *pacte occidental* tant réclamé par l'Allemagne à celle d'une *médiation* en Espagne ; autrement dit, préparer le rapprochement anglo-allemand sur les cadavres des travailleurs espagnols. Mais la politique anglaise a toujours consisté à faire tirer par d'autres les marrons du feu. C'est le gouvernement Blum qui, le 8 août, a pris l'initiative *publique* de la « non-intervention » (1) ;

c'est encore lui qui amorcera *publiquement* l'idée d'une médiation.

A deux reprises, au Sénat, des allusions à une médiation entre les « frères ennemis » ont été faites par Yvon Delbos. Dans la coulisse, l'Angleterre attend l'effet produit.

Que signifie la médiation pour le capitalisme occidental ? Ceci : la victoire intégrale de Franco devient douteuse et même si elle se produisait, elle signifierait un dangereux renforcement du bloc italo-germain sur l'échiquier européen. La médiation signifie donc le maintien de l'équilibre entre les deux blocs européens. Or, la médiation exige trois conditions :

1° Elle doit se faire sous l'égide d'une puissance « neutre ». L'Angleterre en premier lieu est toute désignée ;

2° Elle doit aboutir à l'éloignement des armées italo-allemandes du territoire de l'Espagne. Simple problème de compensations (néo-Locarno, pacte à quatre, pacte méditerranéen, reconnaissance de l'empire italien, etc.) ;

3° Elle doit écarter toute menace révolutionnaire en Espagne. Cela exige l'écrasement de la Révolution sociale, la reprise des conquêtes ouvrières de juillet 1936.

Si ces trois conditions sont réalisées, on verrait se constituer en Espagne un gouvernement républicain bourgeois, répudiant, sinon dans les mots, du moins *dans les faits*, tout socialisme et fortement teinté de militarisme (populaire ou non, cela n'a aucune importance). Son mot d'ordre serait l'apaisement moral et la reconstruction du pays ; tout ceci grâce aux capitaux britanniques. En résumé, l'Espagne deviendrait une colonie britannique, jouant son jeu dans la diplomatie de l'empire.

Tel est, sans doute, le plan anglais appuyé par la France. Remarquons tout de suite qu'il a reçu un début d'exécution :

1° Changement de gouvernement en Espagne ; remplacement aux affaires étrangères de Del Vayo considéré comme irréductible, par José Giral, ancien président du Conseil républicain, très bien vu à Londres, et qui apporte comme preuve de son « bon esprit » celle de n'avoir rien fait en juillet et août pour battre Franco ;

2° Négociations actives en vue du pacte à quatre ;

3° Arrêt des collectivisations ; élimination des centrales syndicales, arrestation des dirigeants du P. O. U. M., fusillade d'anarchistes, etc..

Ici nous abordons la question même de la situation intérieure en Espagne ; et un nouveau facteur, qui n'apparaît qu'au second plan de l'arène internationale, y joue un rôle décisif, c'est la Russie.

De la Révolution à la Contre-Révolution

Autant la pression des grandes démocraties capitalistes, et en premier lieu de l'Angleterre, se fait par des méthodes discrètes et lentes, autant l'entrée en scène de la Russie se fait brutalement et presque cyniquement.

(1) Cela permet à M. Eden d'affirmer aux Communes, le 3 mars dernier : « *J'ai souvent entendu dire que c'est grâce aux efforts de l'Angleterre que la France n'a pas suivi une politique plus active à l'égard de la guerre espagnole. Il n'y a pas un mot de vrai dans cette allégation.* »